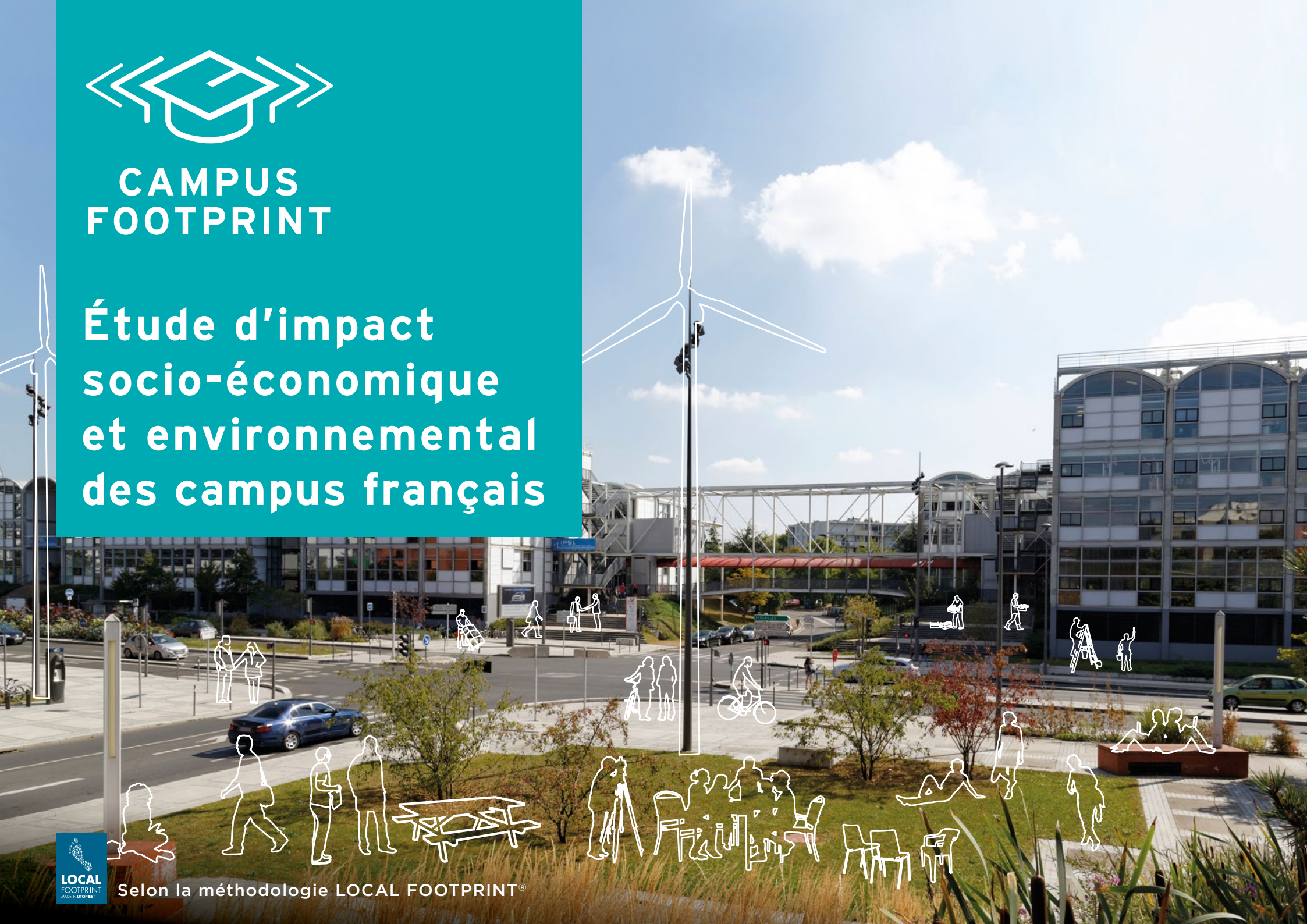




**CAMPUS
FOOTPRINT**

**Étude d'impact
socio-économique
et environnemental
des campus français**





CAMPUS
FOOTPRINT

SOMMAIRE

1. Mise en contexte	p. 06
1.1 Une étude nationale	p. 07
1.2 La méthodologie de l'étude CAMPUS FOOTPRINT : focus sur l'origine de l'outil	p. 08
1.3 La valeur ajoutée de l'outil LOCAL FOOTPRINT®	p. 09
1.4 Typologie des impacts de l'étude CAMPUS FOOTPRINT	p. 10
1.5 Le périmètre de l'étude CAMPUS FOOTPRINT sur le volet « Empreinte Socio-économique »	p. 11
1.6 Le périmètre de l'étude CAMPUS FOOTPRINT sur le volet « Empreinte Environnementale »	p. 13
1.7 La méthodologie de l'étude CAMPUS FOOTPRINT : focus sur l'empreinte environnementale	p. 14
1.8 Les indicateurs produits	p. 15

2. Les principaux résultats de l'étude p. 16

2.1 Impacts des établissements-pilotes en emplois soutenus p. 17

2.2 Indicateurs sociaux liés aux emplois soutenus en France p. 20

2.3 Contribution des établissements-pilotes à la production p. 22

2.4 Impacts environnementaux monde des achats des établissements-pilotes p. 25

3. Quelques focus intéressants p. 26

3.1 Focus sur le top 3 des secteurs par type d'impact p. 27

3.2 Focus sur l'ancrage régional des établissements-pilotes p. 28

3.3 Des impacts environnementaux considérables dans la chaîne de fournisseurs p. 29

Conclusion & Remerciements p. 30

4. Annexes p. 31

Une étude réalisée avec le soutien de

7 établissements-pilotes sur 2 sites démonstrateurs

Membres du comité de pilotage



Site de Clermont-Ferrand



Site de Cergy-Pontoise



Autres partenaires



Université // Paris Seine

Dans un contexte de réforme territoriale, de restructuration universitaire et de regroupement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (COMUE, fusion, etc.), **la contribution des campus au développement économique local et plus largement à leurs environnements (naturels, humains, sociaux...) est plus que jamais à l'ordre du jour.**

Face aux nouveaux enjeux de financement, en particulier, il est essentiel que demain l'enseignement supérieur soit perçu comme un investissement permettant d'assurer la prospérité future et la résilience des territoires (diversité de compétences, laboratoires d'innovation, maillage entre les acteurs, mutualisation des espaces, etc.).

Mais pour travailler à l'optimisation de la contribution des campus à leur territoire, à l'heure où de plus en plus de travaux émergent sur ces questions, un préalable

nécessaire est de disposer d'une « **photo** » **la plus réaliste possible des impacts socio-économiques et environnementaux des campus français dans leur diversité.**

Pour répondre à cet objectif, un comité de pilotage réunissant la Caisse des Dépôts, la Conférence des Présidents d'Université, la Conférence des Grandes Ecoles, l'Association des Villes Universitaires de France et l'initiative Campus Responsables a lancé la présente étude, visant à poser les bases d'une modélisation à dimension nationale des impacts d'un campus, fondée sur l'outil de modélisation LOCAL FOOTPRINT®. **Des sites-démonstrateurs couplant établissements et collectivités ont ainsi été identifiés, pour expérimenter l'outil LOCAL FOOTPRINT® et générer des données à la fois comparables et harmonisées, d'envergure nationale.**

Cette étude exploratoire vise donc autant la validation d'une méthode comparative de production et d'exploitation des données sur l'impact local des campus, que l'obtention de résultats locaux pour les territoires d'expérimentation. En ce qui concerne les établissements-pilotes et les collectivités de ces territoires, cette étude leur permettra de disposer d'un argumentaire, validé par le comité de pilotage de l'étude, sur l'impact socio-économique local mais aussi l'impact environnemental de l'enseignement supérieur.



CAMPUS
FOOTPRINT

1. Mise en Contexte



1.1 Une étude nationale

Cette étude exploratoire nationale d'impact socio-économique local et environnemental réunit 7 établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche « pilotes » en France. Elle a été réalisée par **Campus Responsables** à l'aide d'un outil économétrique : **LOCAL FOOTPRINT®**, créé par le cabinet UTOPIES® pour mesurer l'empreinte socio-économique d'une activité ou même d'un projet, en reproduisant de manière très réaliste le fonctionnement de l'économie locale sur un territoire donné. Des indicateurs aussi bien économiques que sociaux et environnementaux ont été sélectionnés. En examinant les flux injectés directement par les campus-pilotes dans l'économie (achats, dépenses diverses, salaires, taxes et impôts versés, etc.), il s'agit alors de simuler leurs retombées socio-économiques et environnementales sur le territoire.

L'étude a pour **objectifs** de :

- **Montrer l'apport majeur joué par les campus sur leurs territoires** à partir de données facilement mobilisables et communicables
- **Quantifier les impacts socio-économiques des campus français sur leur territoire**, tout en dévoilant l'empreinte environnementale souvent mal connue liée aux dépenses de ces campus
- **Définir des critères et des indicateurs communs** aux différents établissements-pilotes afin de proposer des données communes permettant de cerner de grandes tendances

En tant qu'opérateurs économiques publics ou privés (notamment comme donneurs d'ordre non négligeables), **les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle à jouer pour favoriser des pratiques économiques, sociales et environnementales responsables et transparentes vis-à-vis de ses parties prenantes.**

Dans ce cadre, connaître l'ordre de grandeur du nombre de personnes et de secteurs d'activités touchés directement, indirectement ou de façon induite par les activités des campus se révèle incontournable.

Cette étude nationale est une première pierre à la constitution d'un panorama cartographique des impacts des campus français sur leur territoire.

1.2 La méthodologie de l'étude CAMPUS FOOTPRINT : focus sur l'origine de l'outil

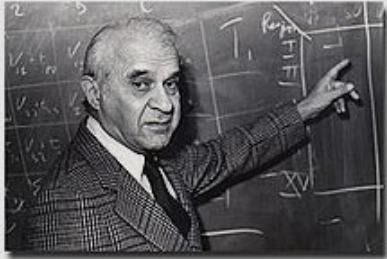


Table Input-Output & la Matrice Inverse de Leontief (Prix Nobel d'économie 1973)



Un outil permettant de calculer l'empreinte territoriale d'une structure, en se basant sur un algorithme puissant et reconnu



Matrice de passage entre les livres comptables des entreprises et les tables issues de la comptabilité nationale



Certifié et reconnu par l'OCDE qui publie les « STAN I-O Coefficients de la matrice inverse de Leontief » pour chaque pays membres ou partenaires



Bâti sur la World Input Output Database (WIOD), projet financé par la Commission Européenne et activement soutenu par l'OMC et l'OCDE (base de données publiée depuis 2012 pour 40 pays et le « reste du monde ») et sur les données **Input/Output d'Eurostat 2011-2012**



Calibrage régional des tables « pays » grâce aux travaux fondateurs de l'Université de Bristol sur les « **coefficients de localisation** » (Flegg, Webber, Tohmo)

1.3 La valeur ajoutée de l'outil LOCAL FOOTPRINT®



LOCAL FOOTPRINT® est **un outil adaptable**

Il intègre un module inter-régional permettant de calibrer au plus près les analyses (régions, départements, villes d'un territoire, autres indicateurs à façonner selon les besoins de chaque établissement).



LOCAL FOOTPRINT® est **un outil sur-mesure**

L'analyse / simulation des comportements économiques s'adapte à chaque territoire étudié. Le modèle utilisé permet de déterminer non seulement les impacts indirects et induits des établissements-pilotes, mais aussi de savoir où sont localisés ces impacts.



LOCAL FOOTPRINT® propose **une réelle profondeur d'analyse**

Il évalue tous les impacts indirects dans la chaîne de fournisseurs/ sous-traitants jusqu'à ce que l'effet de vague de dépenses s'estompe.

Les salaires (nets, incluant primes, intéressement, participation et d'éventuels compensations salariales versées aux salariés résidant dans le département) et la fiscalité issus des impacts directs et indirects servent de base pour une nouvelle ronde de dépenses (appelée impacts induits), comprenant les dépenses des ménages ainsi que celles des administrations publiques.

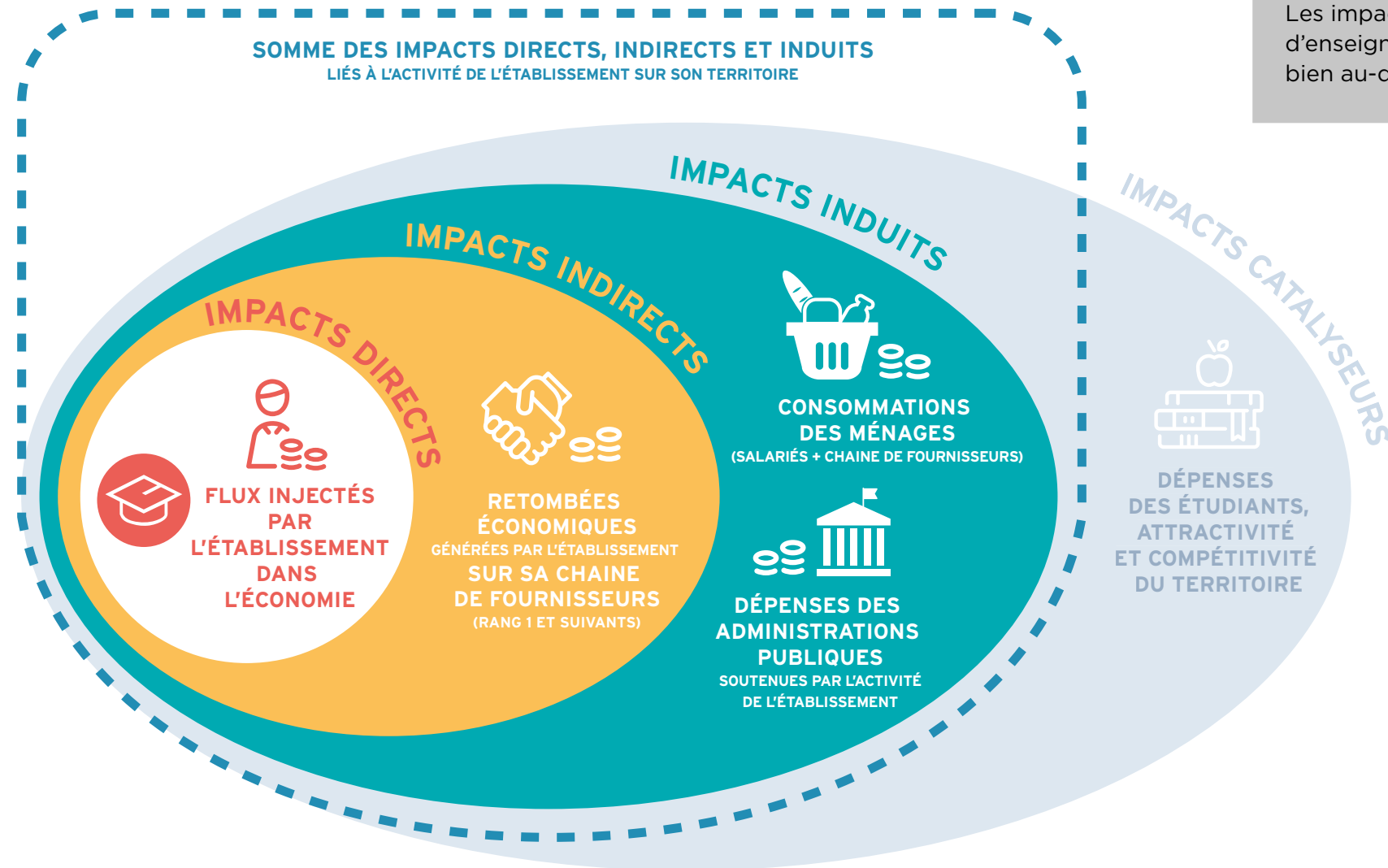
Les principaux indicateurs sont mesurés par territoire (sur le périmètre régional) et sur 62 secteurs d'activités.

1.4 Typologie des impacts de l'étude CAMPUS FOOTPRINT

IMPACTS TOTAUX

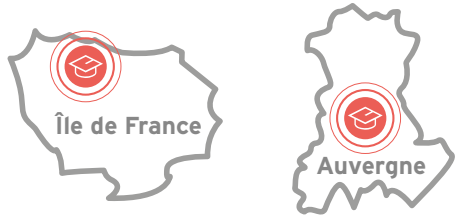
SOMME DES IMPACTS DIRECTS, INDIRECTS ET INDUITS
LIÉS À L'ACTIVITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT SUR SON TERRITOIRE

Les impacts d'un établissement d'enseignement supérieur vont bien au-delà de ses murs...



PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE  CAMPUS FOOTPRINT

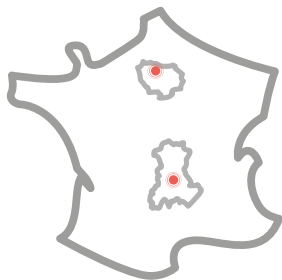
1.5 Le périmètre de l'étude CAMPUS FOOTPRINT sur le volet « Empreinte Socio-Économique »



L'étude CAMPUS FOOTPRINT est réalisée sur le **périmètre régional**.

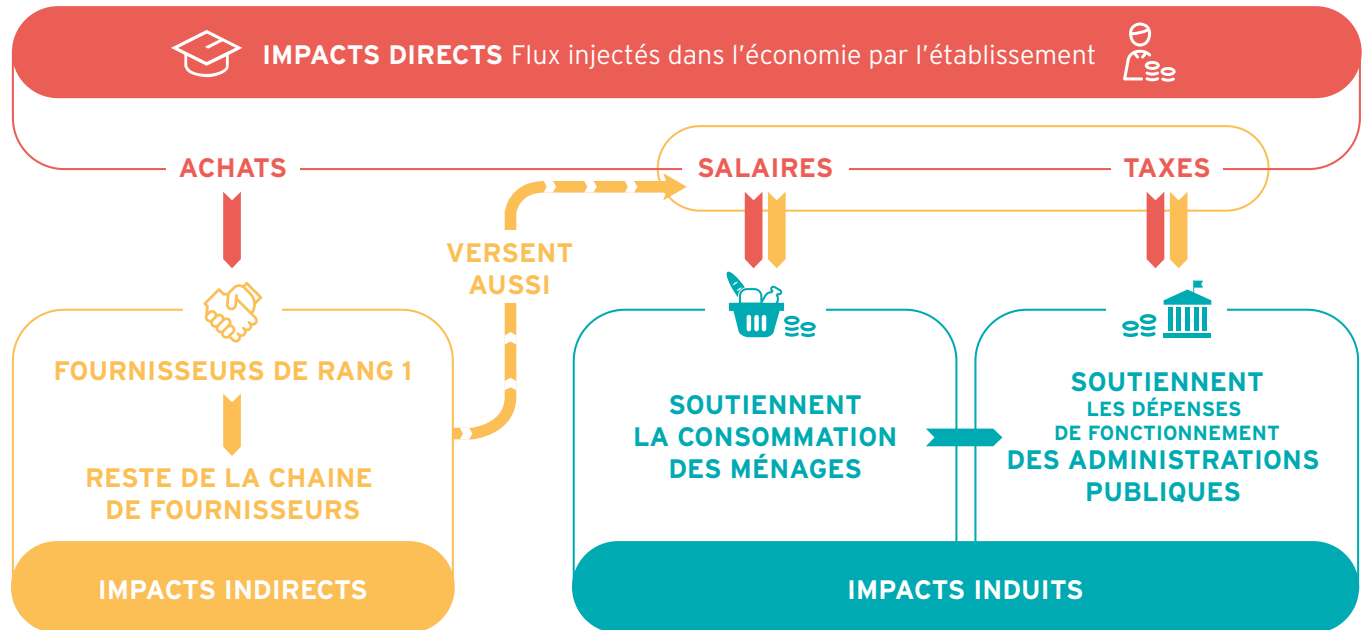
La maille territoriale principale de cette étude regroupe **l'Auvergne et l'Île-de-France**, qui sont les deux régions d'implantation des établissements-pilotes.

Cependant dans une logique de mise en contexte national des résultats, et afin d'apporter une perspective plus large à l'étude, **certains indicateurs ont également été étudiés à l'échelle nationale**.



Concrètement, **les impacts directs, indirects et induits ont été évalués à partir de trois grands types de flux** injectés par les établissements-pilotes (et leur chaîne de fournisseurs) sur leur territoire et dans l'économie nationale :

- **les achats réalisés** (budget de fonctionnement, hors dépenses exceptionnelles de construction/rénovation)
- **la masse salariale versée**
- **les dépenses fiscales**



1.5 Le périmètre de l'étude CAMPUS FOOTPRINT sur le volet « Empreinte Socio-Économique »

L'étude n'a pas tenu compte des retombées socio-économiques à l'étranger, ni de leur éventuel effet boomerang (des retombées économiques qui reviendraient impacter par la suite la France).

Par ailleurs, il a été choisi, dans un premier temps, de **ne pas étendre l'étude à l'impact dit « catalyseur » des campus.**

Cet impact concerne par exemple les retombées économiques suivantes induites par l'existence physique du campus mais qui ne pourraient pas lui être attribuées à 100%, ce qui engendre des complexités méthodologiques :

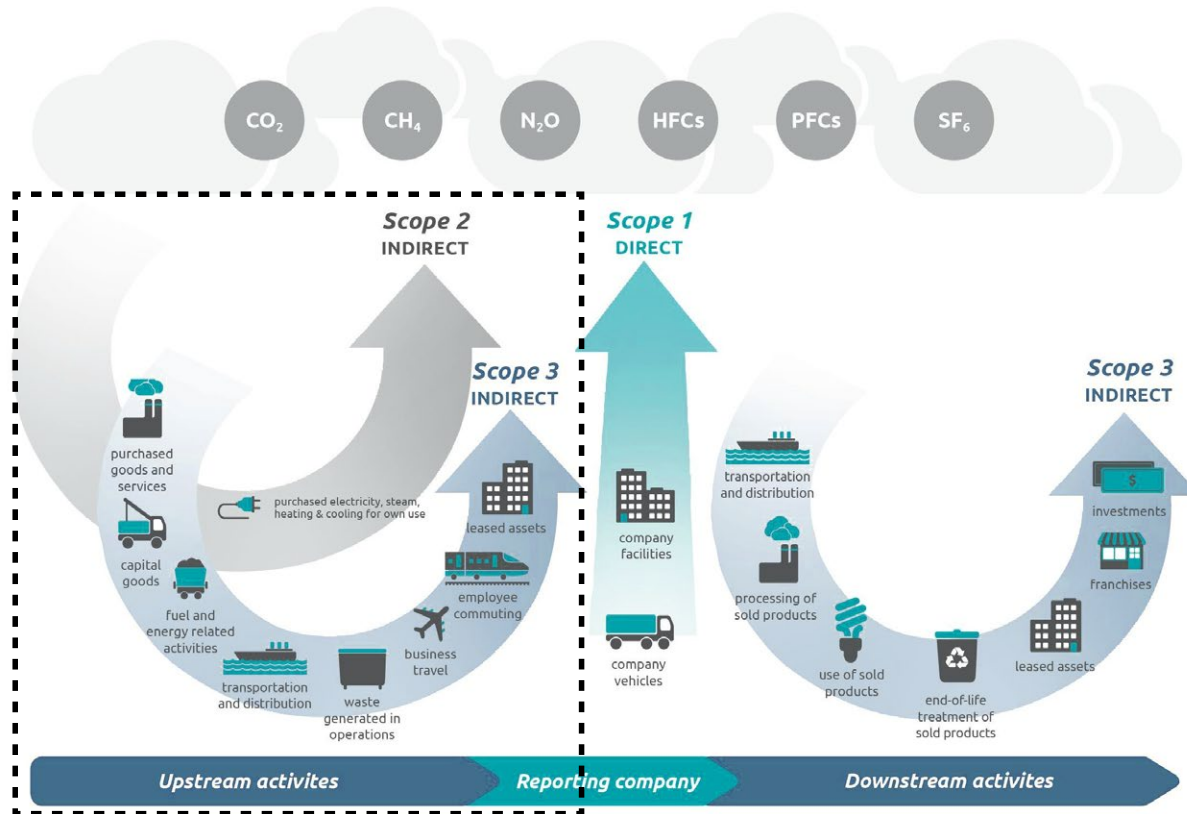
- **Les dépenses étudiantes** : si leur modélisation fait souvent l'objet d'études générales, la disparité des profils d'établissements, ajoutée à la difficulté de localiser ces dépenses, n'a pas permis d'en tenir compte.
- **Les retombées économiques des dépenses de recherche** : il s'agit de l'équipement des laboratoires de recherche qui peut ne pas être financé directement par les campus mais par des organismes-partenaires (CNRS, INRA, etc.).
- **L'effet d'attractivité et de dynamisme dans l'environnement économique** lié à la présence d'un campus (ex. implantation de PME, présence de jeunes ou futurs diplômés dans les entreprises locales, etc.)
- **Les impacts des incubateurs** présents sur certains campus et le développement de projets innovants que ces incubateurs permettent ou accélèrent (ex. création de start-ups, dépôt de brevets, etc.).

1.6 Le périmètre de l'étude CAMPUS FOOTPRINT sur le volet « Empreinte Environnementale »

L'**impact environnemental** est calculé à partir des données comptables « achats » des établissements **sur la base des scopes 2 et 3 du Greenhouse Gas Protocol**.

Il s'agit uniquement des « **Upstream activities** » c'est-à-dire des activités qui entrent dans la **production** des produits consommés ou utilisés par le campus **jusqu'à leur utilisation**. Ces scopes « Upstreams activities » correspondent aux impacts directs de l'établissement en énergie ainsi qu'aux impacts indirects de l'établissement. **Ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'empreinte :**

- **le Scope 1** : impact environnemental direct de l'établissement hors énergie
- **le Scope 3 « Downstream activities »** qui concerne les impacts de fin de vie des produits



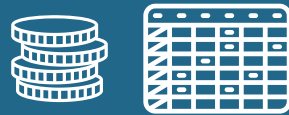
Plus concrètement, si l'on prend l'exemple d'un distributeur de café, la répartition des scopes s'effectue de la manière suivante :

- **SCOPE 3 « upstream »** : ensemble des consommations et émissions liées à la production et à l'acheminement du café et du distributeur de café et de ses composants (matières premières, composés chimiques...). (Évalué)
- **SCOPE 2** : émissions liées à la production de l'énergie nécessaire pour faire fonctionner le distributeur de café (électricité...). (Évalué)
- **SCOPE 1** : production de marc de café (déchets) liée à l'utilisation du distributeur de café. (Non évalué)
- **SCOPE 3 « downstream »** : consommations et émissions liées au retraitement du distributeur de café dans sa fin de vie, recyclage des matières, traitement des différents composés... (Non évalué)

1.7 La méthodologie de l'étude CAMPUS FOOTPRINT : focus sur l'Empreinte Environnementale



DONNÉES « ACHATS » DES CAMPUS



RETRAITEMENT DES DÉPENSES :
CORRESPONDANCE AFFECTATION
PAR SECTEURS LOCAL FOOTPRINT®

FLUX MONÉTAIRES VERS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ EN FRANCE (IMPACT DIRECT)



SIMULATION DES FLUX ÉCONOMIQUES
NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION
DES BIENS ACHETÉS

ACTIVITÉ GÉNÉRÉE, PAR RÉPERCUSSION, DANS 40 PAYS
LE LONG DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



UTILISATION DE FACTEURS
D'ÉQUIVALENCE STATISTIQUES POUR
L'ATTRIBUTION DES IMPACTS
ENVIRONNEMENTAUX
CORRESPONDANTS

IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
DE LA CHAÎNE
D'APPROVISIONNEMENT

1.8 Les indicateurs produits

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

NOMBRE D'EMPLOIS
SOUTENUS



CONTRIBUTION
À LA PRODUCTION



INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

ÉMISSIONS DE
GAZ À EFFET DE SERRE



CONSOMMATION D'EAU



INDICATEURS SOCIAUX

PROFESSIONS ET CATÉGORIES
SOCIO-PROFESSIONNELLES



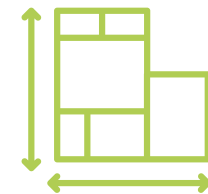
TYPE DE CONTRAT



CONSOMMATION D'ÉNERGIE



SURFACES OCCUPÉES





CAMPUS
FOOTPRINT

2. Principaux résultats de l'Étude



2.1 Impacts des établissements-pilotes en emplois soutenus en région et en France



NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS

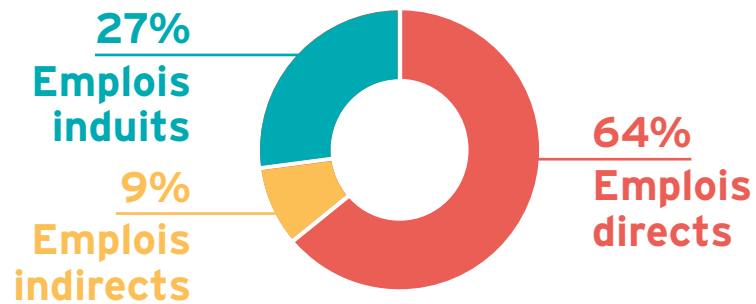


Périmètre régional



Île de France

7 300 emplois
soutenus sur les deux régions



Répartition des emplois totaux en région par types d'impact



Périmètre national

9 400 emplois
soutenus sur la France entière
dont 7 300 emplois en région

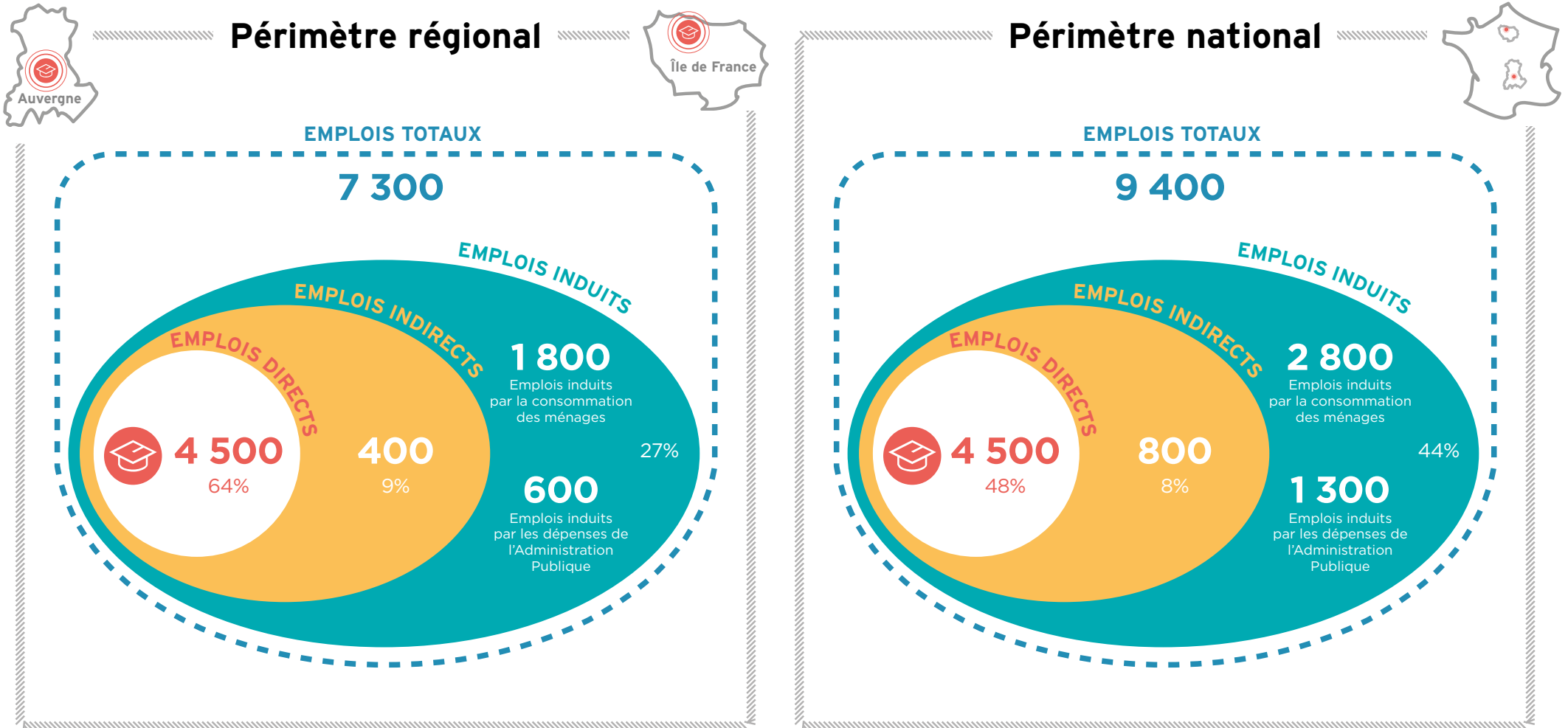


Répartition des emplois totaux en France par types d'impact

2.1 Répartition des emplois en région et en France



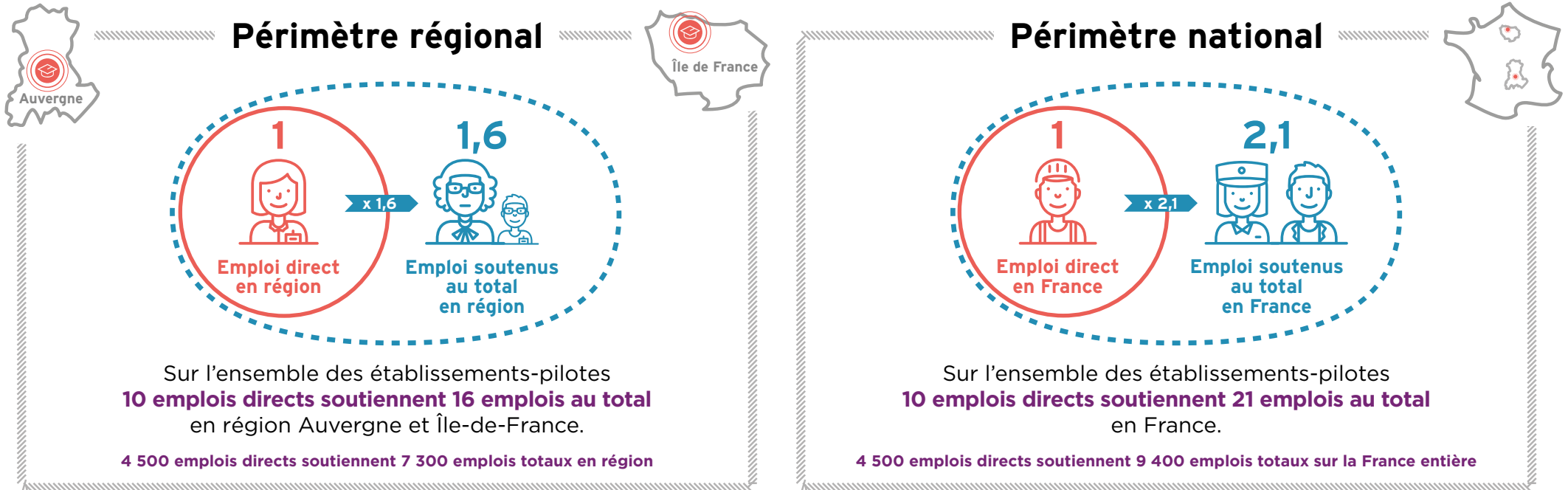
NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS



2.1 Effet multiplicateur des établissements-pilotes sur l'emploi



NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS



Le coefficient multiplicateur lié aux activités d'un campus permet de mieux apprécier son impact global sur le soutien d'emplois au sein de son territoire. Cet effet multiplicateur correspond au ratio des impacts totaux divisés par les impacts directs.

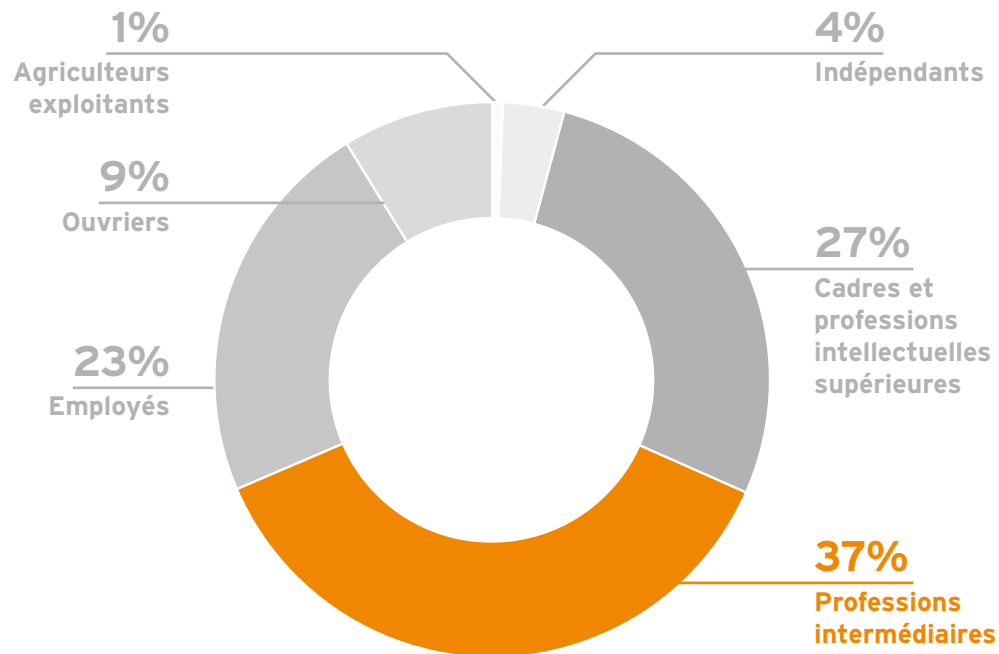
Les établissements d'enseignement supérieur étant des opérateurs économiques non négligeables, leurs activités ont des répercussions socio-économiques et environnementales importantes : elles sont source de la création ou du maintien de plusieurs centaines voir milliers d'emplois dans leur région et contribuent à la création de richesses économiques dans l'économie locale et nationale.

2.2 Indicateurs sociaux liés aux emplois soutenus en France

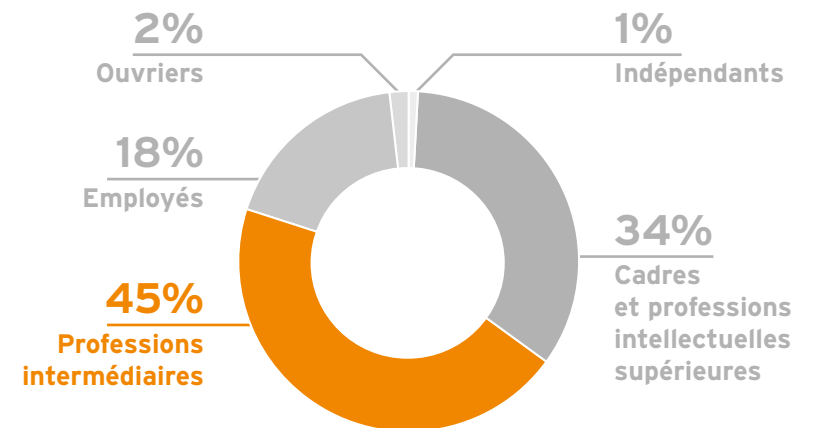


PROFESSIONS ET CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

Emplois soutenus par les établissements-pilotes en France



Emplois du secteur de l'enseignement en France

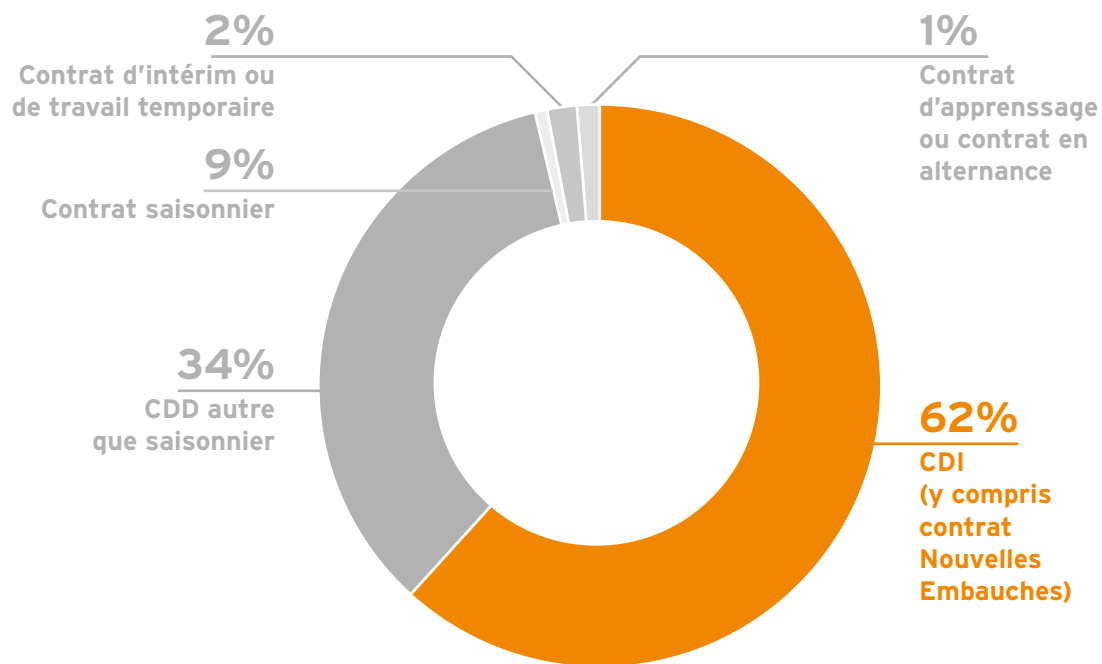


2.2 Indicateurs sociaux liés aux emplois soutenus en France

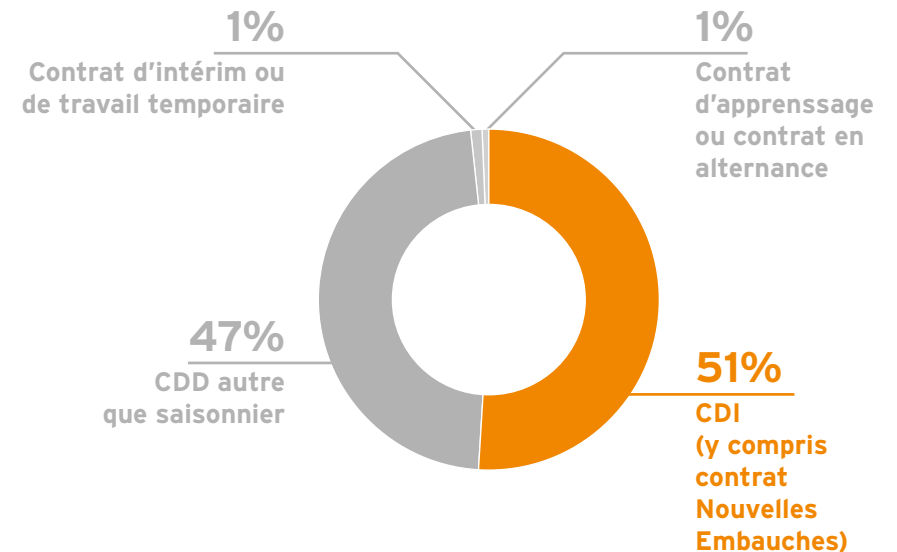


TYPES DE CONTRATS

Emplois totaux soutenus par les établissements-pilotes en France



Emplois du secteur de l'enseignement en France



2.3 Contribution des établissements-pilotes à la production en région et en France



CONTRIBUTION À LA PRODUCTION

Périmètre régional



677 M€
de production générée
sur les deux régions

Soit environ **17 000 €** de production **par étudiant**



CONTRIBUTION
DES
CAMPUS-PILOTES



224 M€

sur **61,2 Md €** de production totale
en région Auvergne



453 M€

sur **809 Md €** de production totale
en région Île-de-France

Périmètre national



966 M€
de production générée
sur la France entière

Soit environ **24 000 €** de production **par étudiant**

CONTRIBUTION
DES
CAMPUS-PILOTES



537 M€



429 M€

sur **3 337 Mds €** de production totale
en France

2.3 Contribution des établissements-pilotes à la production par types d'impacts



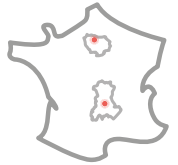
CONTRIBUTION À LA PRODUCTION



Périmètre régional



Périmètre national



PRODUCTION TOTALE

677 M €

PRODUCTION TOTALE

966 M €

PRODUCTION INDUITE

PRODUCTION INDUITE

PRODUCTION INDIRECTE

PRODUCTION INDIRECTE



311 M €

65 M €

248 M €

Production induite par la consommation des ménages

53 M €

Production induite par les dépenses de l'Administration Publique



335 M €

111 M €

397 M €

Production induite par la consommation des ménages

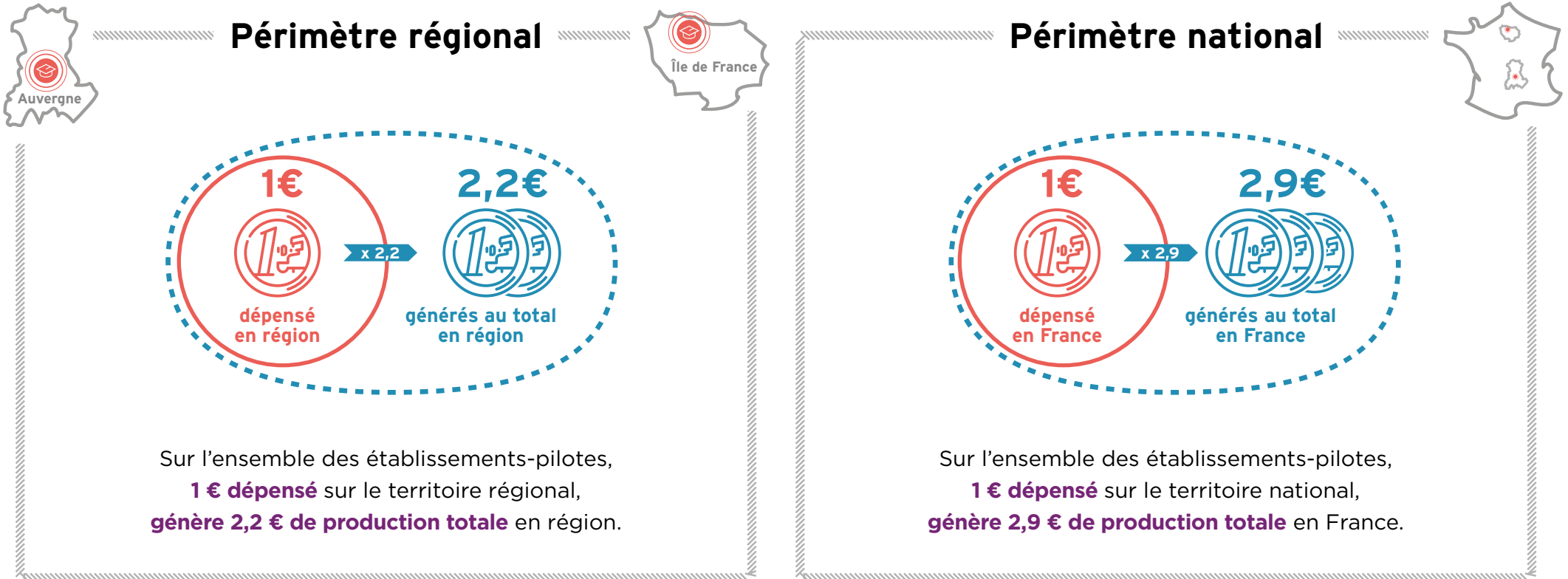
123 M €

Production induite par les dépenses de l'Administration Publique

2.3 Effet multiplicateur des établissements-pilotes sur la contribution à la production



CONTRIBUTION À LA PRODUCTION



2.4 Impacts environnementaux monde des achats des établissements-pilotes rapportés à leur nombre d'étudiants et de salariés

CONSOMMATION D'ÉNERGIE



0,01 GwH/étudiant

avec des ratios allant
de 0,004 à 0,015 GwH/étudiant

0,06 GwH/salarié

avec des ratios allant
de 0,3 à 0,13 GwH/salarié

CONSOMMATION D'EAU



92 m³/étudiant

avec des ratios allant
de 49 à 169 m³/étudiant

678 m³/salarié

avec des ratios allant
de 325 à 1481 m³/salarié

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



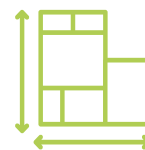
0,71 tCO₂eq/étudiant

avec des ratios allant
de 0,03 à 2,1 tCO₂eq/étudiant

4,4 tCO₂eq/salarié

avec des ratios allant
de 2,8 à 7,1 tCO₂eq/salarié

SURFACES OCCUPÉES



0,03 ha/étudiant

avec des ratios allant
de 0,013 à 0,065 ha/étudiant

0,18 ha/salarié

avec des ratios allant
de 0,10 à 0,27 ha/salarié

Rappel : l'impact environnemental est calculé sur la **chaîne de production des biens et services** achetés par les établissements pour son fonctionnement à partir de la base de données achats, fournie par les établissements-pilotes (Scope 3).

Les **impacts indirects** des établissements liés à l'**achat d'électricité** a également été pris en compte (Scope 2). Par ailleurs, l'impact environnemental lié l'exploitation de leurs bâtiments n'est pas pris en compte dans ce calcul (Scope 1).

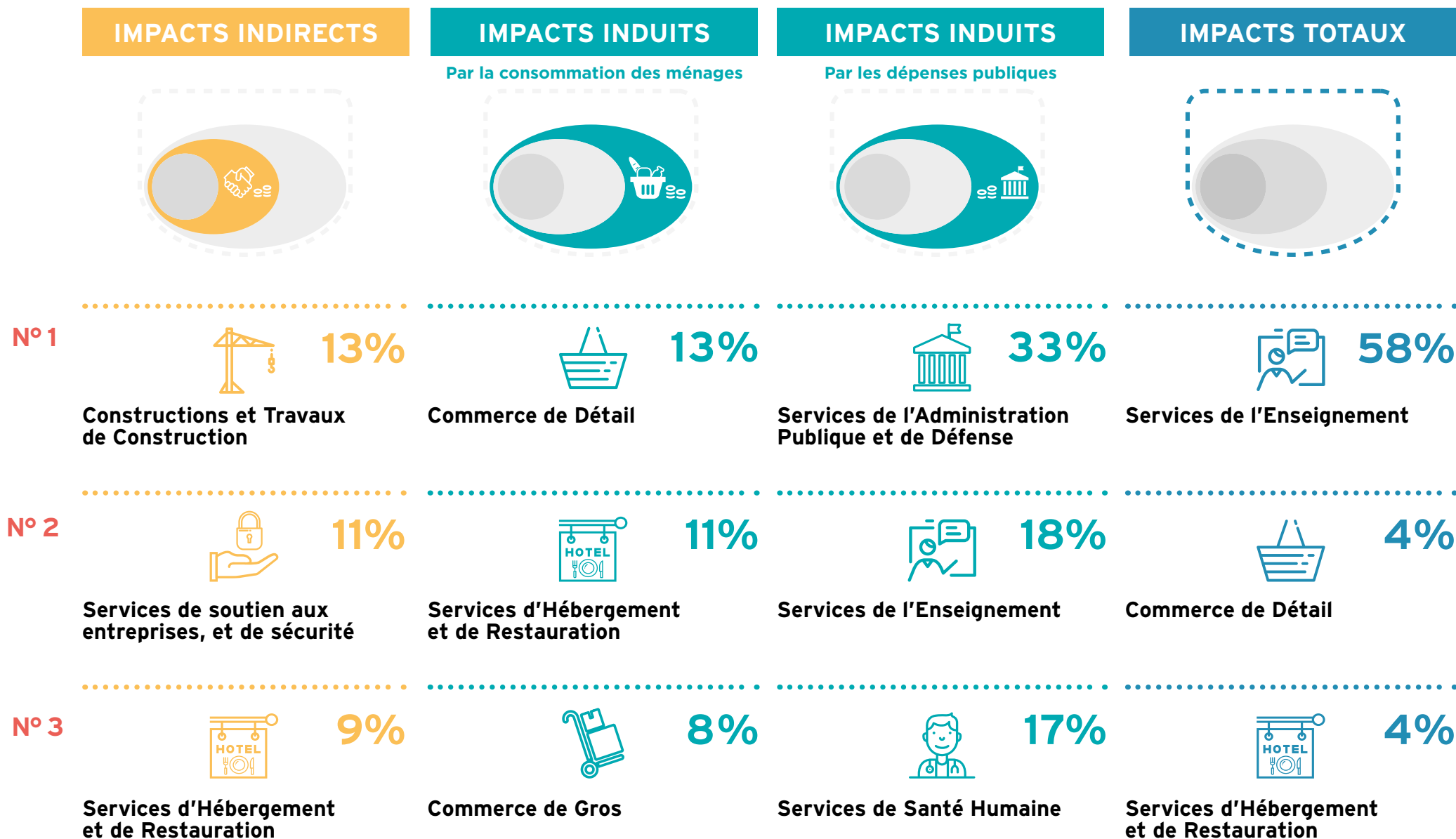


CAMPUS
FOOTPRINT

3. Quelques focus intéressants



3.1 Focus sur le top 3 des secteurs par type d'impact



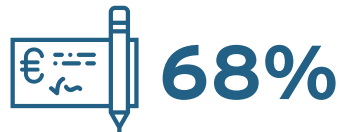
3.2 Focus sur l'ancrage régional des établissements-pilotes

IMPACTS DE L'ACTIVITÉ SUR SON TERRITOIRE D'IMPLANTATION

TAUX D'ANCRAGE LOCAL =

IMPACTS TOTAUX DE L'ACTIVITÉ EN FRANCE

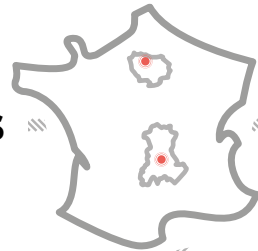
Part des Dépenses
régionales



des achats sont, en moyenne,
réalisés dans la région d'ancrage

Variant de 50% à 95%

selon les établissements-pilotes



Taux d'ancrage régional

des Emplois



des emplois sont, en moyenne,
soutenus dans la région d'ancrage

Variant de 65% à 93%

selon les établissements-pilotes

de la Contribution
à la Production



de la production est, en moyenne,
produite dans la région d'ancrage

Variant de 49% à 90%

selon les établissements-pilotes

Le taux d'ancrage local correspond aux impacts générés sur le territoire d'implantation par l'activité, sur les impacts totaux générés dans le monde par l'activité. Cette approche donne une indication de la façon dont les établissements-pilotes sont, ou pas, acteurs du développement économique local de leurs territoires d'ancrage.

L'ancrage local est un concept fort pour identifier les flux économiques en provenance des campus mais qui sortent du territoire, et pour être en capacité de les relocaliser si cela est jugé pertinent dans la stratégie d'établissement (en terme de coût, de participation au dynamisme économique local, etc.)

3.3 Des impacts environnementaux considérables dans la chaîne de fournisseurs

68%
des impacts
environnementaux
sont générés
hors de France

(émissions de CO₂ par exemple,
liées aux impacts dans la chaîne
de fournisseurs des campus)

*Ex : le distributeur de café,
même acheté en France à
un fournisseur français, est
composé de pièces fabri-
quées à l'étranger et dont
les impacts environnemen-
taux sont situés hors de
France*



Au-delà du SCOPE 1 et 2 d'un bilan carbone que tout établissement d'enseignement supérieur est en mesure de réaliser, les données environnementales proposées par cette étude permettent de se rendre compte de la puissance du SCOPE 3, et de connaître de façon beaucoup plus précise les impacts élargis d'un établissement sur son territoire, et au-delà des frontières du pays.

Les impacts environnementaux montrent à quel point les achats vont au-delà du site à proprement parler, de sorte que **les établissements ont un vrai rôle à jouer et une exemplarité à montrer, en termes d'achats responsables**. Cette notion est d'ailleurs de plus en plus prise en compte dans les établissements d'enseignement supérieur, et ces chiffres montrent en effet la belle marge de progression qu'il est possible de réaliser.

Conclusion & Remerciements

Cette étude quantifie et modélise pour la première fois sur différents campus l'impact significatif d'un établissement de l'enseignement supérieur sur son territoire, en matière de création d'emplois, de contribution au PIB et d'impacts environnementaux. Elle fait notamment apparaître de réelles marges de progression pour rendre ces campus encore plus responsables et contributifs... notamment par le levier de la relocalisation des achats dans la région d'ancrage, à chaque fois que cela est jugé pertinent et faisable.

L'étude montre aussi, et c'était l'un de ses objectifs, que l'enseignement supérieur est loin de n'être simplement qu'un coût pour un territoire : il est également facteur de dynamisme économique grâce à ses achats

mais aussi aux salaires et aux taxes versés. Ce secteur est un acteur économique à part entière, qui est aussi un vrai investissement sur lequel miser pour dynamiser un territoire.

De ce point de vue, il sera également intéressant à l'avenir d'étendre l'étude et la méthodologie à l'impact dit « catalyseur » des campus - en s'intéressant notamment à l'impact des dépenses étudiantes sur l'économie locale, aux retombées économiques des dépenses de recherche, à l'attractivité et au dynamisme économique induit par la présence d'un campus (ex : implantation de PME, présence de jeunes ou futurs diplômés dans les entreprises locales, etc.) ou encore aux impacts des incubateurs présents sur certains

campus et le développement de projets innovants que ces incubateurs permettent ou accélèrent (création de start-ups, dépôt de brevets, etc.). Cela permettra notamment de voir comment un campus proactif sur ces sujets pourrait, demain, aller plus loin pour devenir « pollinisateur » d'activité économique sur son territoire (financement, aide et accompagnement des entrepreneurs locaux, portage de communautés entrepreneuriales locales, lancement de démarches collaboratives inter-entreprises, promotion du made in local, etc ...). Ce qui fait un bel écho à la vocation-même et la mission d'un établissement d'enseignement et de recherche.



CAMPUS
FOOTPRINT

4. Annexes



Merci d'avoir participé à cette étude

GRUPE



La **Caisse des Dépôts** et ses filiales constituent un groupe public au service de **l'intérêt général et du développement économique du pays**, en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales.



La **Conférence des Grandes Écoles** est une association de grandes écoles, toutes reconnues par l'État, qui agissent ensemble, **en liaison avec les pouvoirs publics, les acteurs de l'économie et la société, dans un objectif d'excellence.**



La **Clermont Communauté** regroupe les élus communautaires de l'**agglomération de Clermont.**



La **Conférence des Présidents d'Université** est une association qui rassemble les dirigeants exécutifs des universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche afin de **porter la voix et les valeurs des universités dans le débat public.** Elle comprend actuellement **une centaine de membres votant et associés.**



Créée en 1993, l'**Association des Villes Universitaires de France** regroupe aujourd'hui **plus de 70 villes convaincues que la composante enseignement supérieur et recherche est un élément clé du développement des territoires.**



La **Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise** regroupe les élus communautaires de l'**agglomération de Cergy-Pontoise.**

Université // Paris Seine

La **COMUE Université Paris-Seine** est une communauté d'**établissements d'enseignement supérieur** qui permet à ses membres de **collaborer, mutualiser, créer et s'enrichir dans leurs domaines.**

Cette étude a pour but **d'évaluer les retombées territoriales** (i.e économiques, sociales et environnementales) **des activités des établissements-pilotes concernés, dans leurs régions et en France.**

Elle a été réalisée en 2016 par Campus Responsables à l'aide de l'outil LOCAL FOOTPRINT® - dont UTOPIES conserve l'entière propriété intellectuelle - complétée par des retraitements spécifiques apportés aux données des établissements-pilotes.

Cette étude s'appuie sur des données internes à ces établissements et transmises à Campus Responsables.

Campus Responsables ne saurait être tenu pour responsable des dommages directs et indirects liés à des erreurs contenues dans les données transmises à Campus Responsables.

Campus Responsables ne saurait être tenu responsable de toute erreur, oubli et autre résultat tiré de l'utilisation de ce rapport et/ou de toute exploitation des informations contenues dans ce rapport.

LES LIMITES DU MODÈLE

Une analyse d'impact économique rigoureuse demande une bonne connaissance du fonctionnement du modèle utilisé, mais aussi une capacité d'interpréter les résultats obtenus en fonction des limites et des hypothèses inhérentes au modèle utilisé :

- **La fiabilité des résultats du modèle dépend de la fiabilité des données des tableaux entrées/sorties** (source WIOD/Eurostat), tableaux qui sont par ailleurs une représentation comptable des interactions économiques pour une année donnée.

- **Le modèle ne prend donc pas en considération la notion de temps.** Il s'agit d'une représentation « statique » de l'économie à un instant t, à la suite de « choc » de dépenses.
- La fonction de production d'un secteur d'activité donné est fixe et il y a **absence d'économie d'échelle.**
- **Le modèle ne tient pas compte du phénomène de rareté des ressources.**
- **LOCAL FOOTPRINT® est un modèle linéaire.** Toutes choses étant égales par ailleurs, un choc de 10 M€ d'un secteur productif est égal à 10 chocs de 1 M€ du même secteur.

ANCRAGE LOCAL

Capacité des établissements-pilotes à se fournir auprès d'entreprises implantées localement, ou à soutenir des emplois locaux.

Le périmètre local peut varier selon différentes échelles; communal, départemental, régional, national. Dans l'étude Campus Responsable, le terme d'ancrage local se réfère à l'impact régional uniquement.

EFFET MULTIPLICATEUR (au sens de multiplicateur keynésien)

Expression de la relation entre les impacts directs et les impacts indirects et induits (par la consommation des ménages, et par les administrations publiques) qu'ils génèrent.

EFFET DE SIÈGE

Les codes postaux de facturation et de production ne sont pas toujours identiques. Il est alors possible que dans l'analyse initiale des dépenses d'un établissement, sur la

base des fichiers de fournisseurs, certaines dépenses soient associées à une commune ou à un département correspondant au siège de l'entreprise et non pas à celle de ses filiales ou annexes en région qui a effectivement fourni le bien. Ce phénomène est appelé « effet de siège » et peut induire une surreprésentation/pondération des centres administratifs comme la région Île-de-France.

EMPREINTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Évaluation des impacts directs, indirects et induits des différents établissements à partir des dépenses fiscales, de la masse salariale versée et des achats réalisés par les établissements-pilotes étudiés ainsi que par sa chaîne de fournisseurs.

EQUIVALENT TEMPS PLEIN

Le nombre d'emplois créés ou maintenus par l'établissement est calculé en Équivalent Temps Plein : 1 ETP correspond au temps de travail d'un salarié en temps plein (35h/

semaine) sur 12 mois soit 1 607 h/an (source service-public.fr).

FLUX INJECTÉS

On appelle « flux injectés » la somme des dépenses réalisées par l'établissement pour son fonctionnement. On obtient cette donnée à partir de trois postes de dépenses : les achats, les salaires, et les taxes.

IMPACT CATALYSEUR

Évaluation des impacts indirects et induits liées à la présence des établissements-pilotes mais qui ne leurs sont pas attribuables à 100% : c'est le cas par exemple de l'impact des dépenses des étudiants (logements, transports publiques, achats divers), de l'impact de la présence du campus sur l'attractivité et la compétitivité du territoire, de l'impact des incubateurs ou de celui des dépenses d'équipement des laboratoires de recherche.

IMPACTS INDIRECTS

Impacts liés aux achats chez les fournisseurs français des établissements-pilotes ainsi que chez les fournisseurs de ces fournisseurs, tout au long de la chaîne, jusqu'à ce que l'effet ricochet, simulé par le calculateur LOCAL FOOTPRINT® sur la base des statistiques officielles utilisées, s'arrête.

IMPACTS INDUITS PAR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les salaires versés par les établissements-pilotes et par l'ensemble de la chaîne de ses fournisseurs engendrent un certain pouvoir d'achat auprès des ménages des salariés qui à leur tour soutiennent, par leur consommation, l'économie française.

IMPACTS INDUITS PAR LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

L'activité économique générée dans la chaîne de fournisseurs engendre des versements d'impôts et taxes qui viennent s'ajouter aux impôts payés par les établissements-pilotes en France. Ces montants viennent financer les administrations publiques. Les dépenses de fonctionnement des administrations publiques ainsi induites soutiennent à leur tour de l'activité économique sur l'ensemble du territoire.

1	Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	15	Produits métallurgiques	28	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
2	Produits sylvicoles et services annexes	16	Produits métalliques, à l'exclusion des machines et équipements	29	Commerce de gros, à l'exclusion des automobiles et des motocycles
3	Produits de la pêche et de l'aquaculture; services de soutien à la pêche	17	Produits informatiques, électroniques et optiques	30	Commerce de détail, à l'exclusion des automobiles et des motocycles
4	Produits des industries extractives	18	Équipements électriques	31	Transports terrestres et transports par conduites
5	Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	19	Machines et équipements n.c.a.	32	Transport par eau
6	Produits de l'industrie textile, articles d'habillement, cuir et articles en cuir	20	Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques	33	Transports aériens
7	Bois, articles en bois et en liège, à l'exclusion des meubles; articles de vannerie et de sparterie	21	Autres matériels de transport	34	Entreposage et services auxiliaires des transports
8	Papier et carton	22	Meubles et autres produits manufacturés	35	Services de poste et de courrier
9	Travaux d'impression et de reproduction	23	Réparation et installation de machines et d'équipements	36	Services d'hébergement et de restauration
10	Produits de la cokéfaction et du raffinage	24	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	37	Édition
11	Produits chimiques	25	Eau naturelle; traitement et distribution d'eau	38	Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision; enregistrement sonore et édition musicale; programmation et diffusion
12	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	26	Collecte et traitement des eaux usées; boues d'épuration; collecte, traitement et élimination des déchets; récupération de matériaux; Dépollution et autres services de gestion des déchets	39	Services de télécommunications
13	Produits en caoutchouc et en plastique	27	Constructions et travaux de construction		
14	Autres produits minéraux non métalliques				

40	Programmation, conseil et autres activités informatiques; Services d'information	50	Location et location-bail	60	Services fournis par des organisations associatives
41	Services financiers, hors assurances et caisses de retraite	51	Services liés à l'emploi	61	Services de réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
42	Services d'assurance, de réassurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire	52	Services des agences de voyage, des voyagistes et autres services de réservation et services connexes	62	Autres services personnels
43	Services auxiliaires aux services financiers et aux assurances	53	Services de sécurité et d'enquête; services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager; services administratifs et autres services de soutien aux entreprises		
44	Services immobiliers à l'exclusion des loyers imputés	54	Services d'administration publique et de défense; services de sécurité sociale obligatoire		
45	Services juridiques et comptables; services des sièges sociaux; conseil de gestion	55	Services de l'enseignement		
46	Services d'architecture et d'ingénierie; services de contrôle et analyses techniques	56	Services de santé humaine		
47	Services de recherche et développement scientifique	57	Services d'hébergement médico-social et social; services d'action sociale sans hébergement		
48	Services de publicité et d'études de marché	58	Services créatifs, artistiques, du spectacle, des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels; jeux de hasard et d'argent		
49	Autres services spécialisés, scientifiques et techniques et services vétérinaires	59	Services sportifs, récréatifs et de loisirs		

